

DREAL Auvergne Rhône-Alpes
5 Place Jules Ferry
69006 LYON

Service : Service Urbanisme
Dossier suivi par : Emmanuelle SOCHAY
Mail : urbanisme@miribel.fr
Réf : SU-2022-006

Miribel, le 2 décembre 2021

Objet : Demandes d'examen au cas par cas - Ville de MIRIBEL- 01
Site 1 -Les Echets zone d'activité La Folliouse
Site 2 -Les Echets route de Tramoyes

Madame, Monsieur,

Nous vous transmettons deux demandes renouvelées d'examen au cas par cas en suite de notre envoi du 3 août 2021.

Ces demandes ont été établies sur les CERFA existants à ce jour, les documents prévus par l'article 26 du décret n° 2021-1345 du 13 octobre 2021 n'étant pas disponibles.

Nous réitérons ces demandes, en ayant complété le rapport de présentation par une mise à jour de l'évaluation environnementale, qui avait été produite en 2019 lors de la révision générale du Plan Local d'Urbanisme (arrêtée mais non approuvée) de la Ville de MIRIBEL pour laquelle vos services n'avaient pas émis d'avis.

Nous joignons à la présente une copie du courrier, en date du 18 novembre 2021, de la Direction Départementale des Territoires qui nous a conseillé dans cette démarche et restons à votre disposition pour vous apporter toutes informations nécessaires.

Nous prévoyons enfin une nouvelle réunion des Personnes Publiques Associées au cours de laquelle nous envisageons de préciser le bien-fondé de ces deux déclarations de projet.

Nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, nos sincères salutations.

Jean Pierre GAITET,
Maire.



Copie courriel DDT en date du 18 novembre 2021

Bonjour,

L'article 26 du décret n° 2021-1345 du 13 octobre 2021 portant modification des dispositions relatives à l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme et des unités touristiques nouvelles précise que « les dispositions du présent décret s'appliquent aux procédures d'élaboration et de révision des plans locaux d'urbanisme pour lesquelles une décision de dispense d'évaluation environnementale, prise par l'autorité environnementale en application de l'article R. 104-28 du code de l'urbanisme, est intervenue avant son entrée en vigueur. Les autres procédures pour lesquelles une décision de l'autorité environnementale est intervenue en application de l'article R. 104-28 du code de l'urbanisme avant la date d'entrée en vigueur du présent décret restent régies par les dispositions antérieurement applicables. »

Considérant que les procédures de mise en compatibilité (MEC) en cours n'ont pas fait l'objet d'une décision de l'AE en application de l'article R. 104-28 du code de l'urbanisme avant le 16 octobre 2021 (les procédures de MEC étant avant cette date soumises à EE systématique et non à demande au cas par cas), elles sont soumises aux nouvelles dispositions du code de l'urbanisme (applicables à compter du 16/10/21).

Au regard des articles R. 104-11, R. 104-13 et R. 104-14 du CU, ces procédures doivent donc désormais faire l'objet d'une demande d'examen au cas par cas dans les conditions prévues aux articles R. 104-33 à R. 104-37 du CU. Demande d'examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable, dite « ad hoc ».

Je vous invite effectivement à vous rapprocher de l'AE afin de connaître les modalités de cette procédure de demande au cas par cas.

De plus, tel que vous l'indiquez dans le CR joint, le dossier ayant évolué, je vous invite, afin de garantir la sécurité juridique de la procédure, à organiser une nouvelle réunion d'examen conjoint qui portera sur le dossier amendé qui sera présenté à l'enquête publique.

Cordialement,

Boris CARPENTIER
Chargé de planification
Tél. 04 74 50 67 10

Direction départementale des territoires de l'Ain
Service Urbanisme et Risques
23 rue Bourgmayer
CS 90410
01012 Bourg-en-Bresse cedex